

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET MANMOHAN SINGH, PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-INDIENNES, À NEW DELHI (INDE) LE 6 DÉCEMBRE 2010.

6 DECEMBER 2010 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

M. MANMOHAN SINGH - C'est un grand plaisir, un grand privilège pour moi d'accueillir le Président Nicolas SARKOZY et également la gracieuse Madame SARKOZY en Inde. La visite du Président SARKOZY est la quatrième dans une série d'échanges de haut niveau entre l'Inde et la France durant ces trois dernières années. Ceci reflète la grande importance que nos deux gouvernements attachent à notre partenariat stratégique.

Le renforcement, l'élargissement et l'approfondissement de ce partenariat doit beaucoup à l'engagement personnel du Président SARKOZY. Grâce à son leadership et à son soutien, les relations entre l'Inde et la France se caractérisent aujourd'hui par beaucoup de chaleur, de dynamisme et une confiance mutuelle forte.

Mes discussions avec le Président ont couvert une grande gamme de sujets et ont été extrêmement fructueuses. Nous avons fait des progrès considérables sur toutes les questions qui font partie de notre ordre du jour bilatéral. Dans le domaine de l'énergie nucléaire les négociations ont atteint une étape avancée, pour préparer le chemin pour le lancement des réacteurs nucléaires à Jaitapur en partenariat avec l'industrie indienne. Divers autres accords pour élargir nos échanges en matière de nucléaire civil à de nouveaux domaines. Des accords sur la recherche et la formation de scientifiques et d'étudiants, la sécurité nucléaire, la gestion des déchets nucléaires et les pratiques régulatrices ont par exemple été conclus.

La France est l'un des partenaires militaires les plus importants et les plus fiables de l'Inde. Nous apprécions profondément la volonté de la France de nous fournir des technologies avancées en matière de défense et de contribuer à la modernisation de notre propre industrie défensive.

Le contre-terrorisme est un domaine important de notre coopération et où nous progressons bien. L'espace, la science, la technologie, la recherche et le développement, les technologies vertes émergent comme de nouveaux champs où nous pouvons approfondir nos relations dans les années à venir. La France a beaucoup soutenu les capacités spatiales de l'Inde en Europe et nous attachons une grande importance et ce soutien qui nous est très précieux.

Le Président Sarkozy et moi, nous avons renouvelé notre détermination à atteindre l'objectif commercial de 12 Mds d'euros d'ici 2012.

Nous apprécions le rôle joué par le « CEO forum » franco-indien. Nous allons examiner leurs recommandations sur l'augmentation des investissements dans le domaine de l'énergie, de l'eau, des infrastructures, d'établissement de joint-ventures dans les pays tiers et de l'approfondissement de notre coopération dans le domaine de la recherche, du développement et l'enseignement supérieur. Nous avons parlé d'éducation et de culture. L'Inde va bientôt établir un centre culturel indien à Paris et la France va collaborer avec nous pour la création d'un centre d'excellence dans l'Institut indien de technologie au Rajasthan.

Je félicite le Président pour son ascension à la présidence du G20. Nous allons travailler en étroite collaboration avec la France, pour faire avancer le processus de reprise de l'économie mondiale, une meilleure réglementation et la réforme du secteur financier.

La France a toujours plaidé pour que l'Inde ait une représentation permanente au Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle soutient également activement l'Inde dans d'autres forums internationaux et nous sommes très reconnaissants à la France pour ce soutien.

Nous avons discuté d'autres questions régionales et mondiales, de nos préoccupations mutuelles y compris la situation en Afghanistan, le Pakistan, l'Iran, la Birmanie, le terrorisme et le changement climatique. Nous avons décidé de travailler en étroite collaboration sur toutes ces questions dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La visite du Président Sarkozy donne une impulsion à notre partenariat et réaffirme sa nature

stratégique. Notre relation repose sur des valeurs démocratiques partagées, elle est une partie essentielle de la paix mondiale, de l'architecture de paix et du développement mondial.

A nouveau je voudrais souhaiter très chaleureusement la bienvenue au Président Sarkozy et à Madame Carla Bruni Sarkozy et je leur souhaite un séjour très agréable en Inde, un pays dans lequel ils ont beaucoup d'admirateurs, et où on a pour eux la plus grande estime. Merci

LE PRÉSIDENT -- Monsieur le Premier ministre, à mon tour, au nom de la délégation française, de vous remercier pour l'accueil extrêmement chaleureux que vous nous réservez. Cet accueil nous touche particulièrement.

L'Inde est un partenaire stratégique et majeur de la France.

Stratégique sur le plan politique. La France considère qu'aucune des grandes questions du monde ne pourra être résolue sans la participation de l'Inde au plus haut niveau. L'Inde est une démocratie. L'Inde représente 1/6e de la population mondiale. L'Inde est un exemple de réussite économique, même s'il existe encore naturellement sur votre continent beaucoup de pauvreté. La France veut vous aider mais la France considère que l'Inde n'a pas aujourd'hui dans la gouvernance mondiale la place qui lui revient de droit. C'est pourquoi la France milite pour une réforme du Conseil de sécurité qui permettrait à l'Inde de devenir membre permanent. Ce n'est pas simplement une question d'intérêt pour l'Inde, c'est une question d'équilibre mondial. On ne peut pas exclure un milliard d'habitants du règlement des grandes questions mondiales. La France n'ignore pas que l'Inde a été élue au Conseil de sécurité, mais la question que la France pose, c'est si après les deux ans de mandat de l'Inde, est-ce que la communauté internationale doit demander à l'Inde de se taire. La vocation de l'Inde, c'est d'être membre permanent. Dans le cadre de la présidence française du G20, la France souhaite faire des propositions communes avec ses amis Indiens. Sur la régulation du prix des matières premières et l'avenir de l'agriculture mondiale, l'Inde et la France ont des choses à dire : nous voulons protéger les capacités d'investissement de nos agriculteurs £ sur la stabilité de l'ordre monétaire international £ sur l'établissement de financements innovants pour donner les moyens aux pays les plus pauvres de se développer et sur la réforme de la gouvernance mondiale.

C'est donc d'abord un partenariat politique, stratégique que la France est venue proposer à l'Inde et je voudrais vous dire, Monsieur le Premier ministre, combien je suis sensible à votre accord, admirant l'action qui est la vôtre depuis bien longtemps, comme ministre des Finances d'abord puis comme Premier ministre.

C'est également un partenariat économique majeur que nous sommes venus proposer à l'Inde.

Le nucléaire, bien sûr. Lorsque je suis venu en 2008, j'avais défendu l'idée que l'Inde, la plus grande démocratie par le nombre d'habitants, puisse accéder à toutes les instances nucléaires dans le monde et puisse accéder à la technologie nucléaire civile. Nous ne sommes pas venus rendre visite à un grand client comme un fournisseur, nous sommes venus rendre visite à un partenaire. Dans le nucléaire, notre collaboration n'a pas de limite et la signature de ces deux EPR, prélude à une série de six, marque la volonté de la France de proposer un partenariat total dans le nucléaire civil comme le soutien à l'Inde pour toutes les organisations internationales nucléaires auxquelles elle voudra participer.

Le spatial à Bangalore. Nous avons vu dans cette ville monde, l'excellence de la science indienne et la volonté que nous avons de collaborer avec vous.

Dans les industries de défense, où je suis très heureux que l'armée indienne et l'armée française développent des manoeuvres communes et où, là aussi, notre aide n'a pas de limite pour aujourd'hui comme pour les grandes compétitions de demain. Je pense notamment au futur avion de combat, le Rafale.

Mesdames et Messieurs,

La France a fait un choix stratégique : la confiance dans l'Inde, la confiance dans l'avenir de l'Inde, la confiance dans les institutions indiennes, la confiance dans le peuple indien. Cette confiance, je suis venu la renouveler et la marquer au début de la présidence française du G20.

Je veux redire au Premier ministre, combien l'accueil qu'il nous a réservé avec son épouse, Carla et à moi-même, nous a touchés et combien nous attendons avec fierté sa nouvelle visite en France lors du Sommet du G20. Cette visite est pour nous très importante et j'espère que ce partenariat multiforme dont nous avons posé les bases ira en s'accroissant chaque année de manière à devenir de plus en plus naturelle et de moins en moins exceptionnelle, car la France et l'Inde partagent au fond les mêmes

naturelle et de moins en moins exceptionnelle, car la France et l'Inde partagent au fond les mêmes valeurs et la même espérance dans l'avenir.

QUESTION -- Monsieur le Président bonjour. Concernant le nucléaire, les accords-cadres ou contrats commerciaux qui viennent d'être signés sont-ils des accords chiffrés ? Et quand peut-on espérer que les deux premiers EPR de Jaitapur vont fournir de l'électricité à l'Inde ?

M. MANMOHAN SINGH -- L'accord-cadre qui a été signé entre le Nuclear Power Cooperation of India et son homologue en France, selon cet accord, il y aura deux réacteurs et cela peut augmenter éventuellement à 10 000 Méga Volts d'électricité. Et notre production actuelle nucléaire est à peu près à 4 000 Méga Volts. Donc cette coopération entre l'Inde et la France dans l'établissement du projet Jaitapur va beaucoup augmenter la part de l'énergie non-polluante dans l'électricité à notre pays.

LE PRÉSIDENT -- Je vais peut-être répondre si vous me le permettez. Le choix de l'Inde de faire confiance à la technologie nucléaire française est un choix clairement assumé. Cet accord fait que nous construirons pour commencer ces deux EPR en Inde. La décision est prise. Nous nous mobiliserons pour que cela ait lieu le plus rapidement possible. Nous sommes d'accord y compris sur le prix de l'énergie qui sera livrée à nos amis indiens et nous respectons le processus habituel en Inde : discussions, signature d'accord-cadre, puis signature des contrats. C'est une procédure, Madame, que nous connaissons bien, qui ne réserve pas de surprises puisque nous avons déjà utilisé cette procédure à des nombreuses reprises. Donc c'est une décision qui a été prise, qui est très favorable à l'industrie nucléaire française et qui sera je l'espère, favorable à l'indépendance énergétique de l'Inde.

QUESTION -- Désolé mais ma question porte également sur le nucléaire. Quand pensez-vous que les réacteurs français pourront commencer à fonctionner et quelles sont les questions qui restent à régler ?

M. MANMOHAN SINGH -- Comme je l'ai dit, un accord-cadre a été signé entre Areva et National Power Cooperation of India. Il y a quelques questions concernant certains aspects techniques, y compris les prix, et ce sont des sujets qui sont en cours de négociation en ce moment.

QUESTION -- Bonjour Monsieur le Premier ministre, bonjour Monsieur le Président de la République. Est-ce que vous allez repartir en France avec des contrats, des accords sur la modernisation d'une cinquantaine de mirages 2000 ? D'autre part, vous avez évoqué le Rafale, a-t-il ses chances et quand ? Par ailleurs, vous avez tenu ce matin une réunion sur la situation en Côte d'Ivoire, qu'est ce que vous pouvez nous en dire ? Avez-vous eu de nouveau au téléphone Laurent GBAGBO et prévoyez-vous de faire évacuer les Français de Côte d'Ivoire ? Merci.

LE PRÉSIDENT -- Heureusement que c'était une question par journaliste !

Sur la modernisation des Mirages, oui nous allons signer ces accords et nous sommes très heureux de la confiance que nous font les autorités indiennes.

Sur le Rafale, nos amis Indiens prendront la décision quand ils l'auront décidé mais, d'ores et déjà, nous avons pu montrer les capacités fantastiques du Rafale qui est à nos yeux le meilleur avion du monde.

Mais la compétition ne fait qu'être ouverte et nous y participerons avec beaucoup de dynamisme. S'agissant de la Côte d'Ivoire, en m'excusant auprès du Premier ministre, les choses sont parfaitement claires aux yeux de la France. Après dix ans sans élection, la Côte d'Ivoire a pu voter, enfin. Ces élections se sont déroulées sous le contrôle des Nations Unies. Les règles du jeu ont été fixées par les Nations Unies. Les résultats de ces élections en Côte d'Ivoire ont été certifiés par les Nations Unies. La décision s'impose donc à tous.

Un Président a été élu en Côte d'Ivoire, il s'agit de Monsieur Alassane OUATTARA. La volonté des Ivoiriens doit être respectée. Et c'est la position de toute la communauté internationale et c'est également la position de tous les États africains voisins de la Côte d'Ivoire. Chacun doit maintenant faire preuve de responsabilité.

J'ai eu au téléphone le Président GBAGBO une fois. J'aurais souhaité l'avoir une seconde fois, cela n'a pas été possible. Et je lui ai tenu le langage suivant : c'est à lui de choisir le rôle qu'il veut jouer dans l'histoire. Il a organisé ces élections, ces élections se sont parfaitement déroulées, aucune contestation n'est possible et il doit maintenant laisser le pouvoir au Président qui a été élu.

La France n'a pas à se mêler des affaires intérieures de la Côte d'Ivoire mais la France a à respecter les décisions des Nations Unies. Les Ivoiriens ont choisi. Tout ce qui pourra être fait pour aider à la passation de pouvoir dans le calme sera fait. Nous sommes très vigilants sur la sécurité de nos

compatriotes et nous appelons chacun à faire preuve de grande responsabilité dans un pays qui a connu par le passé trop de violence. Notre position est donc sans ambiguïté, c'est la position du droit international et le respect de la volonté du peuple ivoirien qui, après dix ans sans consultation, a pu enfin prendre la parole. Il l'a prise sans ambiguïté.

QUESTION -- Ma question pour le Président SARKOZY. Le terrorisme est une menace importante dans le monde et il y a des camps dans les pays voisins comme le Pakistan. Qu'est-ce qu'un pays comme la France peut faire pour ces pays qui sponsorisent le terrorisme dans notre voisinage ?

LE PRÉSIDENT -- Notre collaboration en matière de lutte contre le terrorisme avec nos amis Indiens est sans limite. Et quand Bombay a été martyrisée avec 166 victimes, dont je vous le rappelle deux victimes françaises, la France s'est sentie totalement solidaire de la démocratie indienne.

J'ajoute que la France a beaucoup apprécié l'attitude du gouvernement indien et notamment du Premier ministre qui a voulu tendre la main à son grand voisin pakistanais à un moment où ce n'était pas facile parce que l'opinion indienne, à juste titre, avait été choquée par la violence de ces comportements terroristes. La France fera tout pour aider la démocratie indienne et la France partage l'analyse de l'Inde : le Pakistan doit se développer et vivre en paix aux côtés de ses voisins Indiens.

L'histoire a été douloureuse entre vos deux pays, elle a été marquée par de nombreux affrontements. En Europe, nous connaissons cela, nous nous sommes affrontés avec les Allemands, nous nous sommes affrontés avec les Anglais et puis au XXe siècle, des hommes de bonne volonté nous ont fait comprendre que la seule façon d'assurer notre sécurité, c'était de nous développer de concert, l'un avec l'autre et pas l'un contre l'autre. De là est née la grande idée européenne.

Nous soutenons les efforts de l'Inde pour tendre la main au Pakistan et nous appelons les Pakistanais à lutter avec beaucoup de détermination contre le terrorisme. J'ajoute que nous avons, avec nos amis Indiens, la même lecture des événements en Afghanistan et nous nous réjouissons de l'engagement de l'Inde pour développer un Afghanistan prospère et un Afghanistan démocratique.